

N° 8475<sup>4</sup>

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

## PROJET DE LOI

**portant modification de la loi modifiée  
du 9 août 2018 relative à un régime d'aides en faveur  
des petites et moyennes entreprises**

\* \* \*

### AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

(30.6.2025)

Le projet de loi sous avis a pour objet de modifier la loi modifiée du 9 août 2018 relative à un régime d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises (ci-après la « Loi Cadre »)<sup>1</sup> au bénéfice des petites et moyennes entreprises (ci-après les « PME »). Dans la mesure où le projet de loi initial ne tenait pas compte des mesures déjà annoncées<sup>2</sup> par le gouvernement concernant l'évolution des programmes étatiques de performance entrepreneuriale (ci-après les « SME Packages ») qui ont été intégrées par les amendements gouvernementaux, le présent avis commente le projet de loi sous avis, y compris ses amendements gouvernementaux (ci-après le « Projet »). Ce Projet s'inscrit dans le programme gouvernemental 2023-2028 et son volet portant sur l'élaboration d'une stratégie d'investissement qui entend examiner « l'ensemble de la législation et des initiatives en matière d'aides d'Etat, afin d'évaluer notamment l'efficacité des différentes mesures ainsi que leur impact » et assurer une meilleure « visibilité des différentes aides pour les entreprises »<sup>3</sup>. Dans ce cadre, il est effectivement prévu que les aides aux PME soient révisées et adaptées pour répondre aux défis actuels des PME.

#### En bref

- La Chambre de Commerce salue l'objectif du projet de loi sous avis, visant à améliorer la lisibilité et l'efficacité du régime des aides PME.
- Elle salue en particulier les adaptations prévues au niveau des calculs des montants admissibles et des montants des aides versées concernant le SME Packages. Ces modifications vont permettre à davantage de projets d'être éligibles, et au montant d'aide octroyé d'être adapté proportionnellement à la taille du projet concerné.
- Elle salue les efforts prévus au niveau de la digitalisation, de la transparence et de l'efficacité des procédures en limitant les délais pour l'instruction des demandes d'aide et en prévoyant qu'une absence de réponse dans les délais vaut acceptation ainsi que l'ouverture des aides à davantage de secteurs et d'entreprises.
- Elle estime cependant qu'il est essentiel de modifier la rédaction de certaines formulations du texte afin que les modalités de calcul du montant de l'aide et de détermination du type d'aide qui sera octroyé soient transparents et prévisibles pour les entreprises.

<sup>1</sup> Voir la loi modifiée du 9 août 2018 relative à un régime d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises sur le site de Legilux

<sup>2</sup> Voir le communiqué « Lex Delles annonce le lancement de deux nouveaux SME Packages lors de l'évènement "Future Ready Days, Ready for Digital, Cybersecurity and AI" » sur le site du gouvernement

<sup>3</sup> Voir p. 156 la section « Elaboration d'une stratégie d'investissement » de l'accord de coalition 2023-2028 « Lëtzbuerger fir d'Zukunft stäerken ».

- Elle relève également qu'il est nécessaire de régulariser la base légale qui concerne l'existence et les attributions de la commission consultative chargée de rendre un avis aux ministres dans le cadre de l'octroi d'aide pour un montant à 100.000 euros.
- Elle appelle finalement à davantage de simplification administrative, à travers notamment la mise en place du principe *once only* dans le cadre des informations demandées aux entreprises pour effectuer les demandes d'aides.
- La Chambre de Commerce est en mesure d'approuver le projet de loi sous avis, sous réserve de la prise en compte de ses observations.

\*

## CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Le Projet a pour objet d'assurer une meilleure visibilité des différentes aides pour les entreprises tout en facilitant et en élargissant leur accès, notamment à travers une digitalisation plus efficace des procédures de demande et de traitement de ces aides.

Il prévoit notamment :

- d'intégrer des dispositions réglementaires se trouvant actuellement dans un règlement grand-ducal<sup>4</sup> (ci-après le « Règlement Grand-Ducal ») pour faciliter la lisibilité des dispositions applicables aux aides concernées ;
- d'intégrer et de modifier des dispositions légales se trouvant actuellement dans la loi du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes<sup>5</sup> (ci-après la « Loi sur les Aides PME ») ;
- de rendre certaines aides (aides aux services de conseil en faveur des PME<sup>6</sup>, aides aux investissements divers et aides destinées à remédier aux dommages causés par certaines calamités naturelles) accessibles aux grandes entreprises ;
- d'introduire une nouvelle aide pour des projets d'investissement ayant un impact environnemental et climatique ;
- de prendre en compte les SME Packages ;
- de supprimer les aides au financement des risques en faveur des PME, qui pouvaient être accordées à des intermédiaires financiers accordant des garanties destinées à couvrir les pertes liées aux investissements du financement des risques ;
- d'intégrer et de modifier les aides pour les investissements divers issues de la Loi sur les Aides PME, pour y inclure notamment les investissements à impact environnemental.

La Chambre de Commerce salue globalement l'objectif du présent Projet de rendre plus lisibles les différentes aides à l'investissement qui sont accessibles aux PME et comprend la volonté d'intégrer l'ensemble des dispositions, autant que possible, au sein de la même loi.

La Chambre de Commerce salue aussi les efforts prévus par le présent Projet afin de rendre les procédures de demande et d'octroi des aides plus efficaces à travers la digitalisation, puisque qu'il est prévu que les demandes d'aides soient soumises via la plateforme sécurisée de l'Etat, c'est-à-dire myguichet.lu. Elle salue également la volonté de mettre en place de délais maximaux s'imposant aux ministres pour accuser réception des demandes d'aide et instruire les dossiers complets, l'introduction du principe selon lequel l'absence de décision dans le délai imparti vaudra accord tacite concernant

<sup>4</sup> Voir le règlement grand-ducal du 12 octobre 2018 déterminant la nomenclature des dépenses et des entreprises éligibles au régime d'aides sur le site de Legilux

<sup>5</sup> Voir la loi du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes sur le site de Legilux

<sup>6</sup> Comme expliqué dans les commentaires du texte et précisé dans l'article 5 du Projet, les grandes entreprises deviennent éligibles aux aides en matière de conseil aux entreprises uniquement en ce qui concerne les différents programmes élaborés avec le GIE Luxinnovation. Ces programmes (« Fit4 », dont les informations sont notamment consultables sur le site web guichet.lu) offrent uniquement un financement pour les frais de consultant, qui permet l'élaboration d'un plan d'action pour les entreprises et est accompagné de livrables clairement définis. Ce plan permet aux entreprises de se diriger vers les investissements ou projets de recherche adaptés à leurs besoins, notamment dans les domaines de la digitalisation, de l'innovation, de la cybersécurité ou de la réduction de leur impact environnemental.

l'octroi de l'aide, ainsi que la correspondance obligatoire avec les entreprises requérantes en cas de prolongation exceptionnelle de ces délais. Ces mesures vont permettre plus de transparence, de prévisibilité et l'accélération du traitement des demandes d'aides, autant de points essentiels à la simplification administrative. Elles vont assurément renforcer l'efficacité des aides et leur attractivité pour les entreprises.

La Chambre de Commerce salue également la volonté de rendre plus d'entreprises et de projets éligibles aux aides puisque le Projet prévoit l'ouverture de certaines aides aux grandes entreprises, réduit généralement la liste des secteurs exclus des aides et intègre ainsi les professions libérales aux secteurs éligibles<sup>7</sup>, et redéfinit les modalités de calcul et le montant minimal des projets éligibles dans le cadre des SME Packages de manière à ce que des projets plus petits soient également pris en compte, mais que les projets plus importants bénéficient d'un financement plus élevé.

### **La réforme des SME Packages est efficace et attractive pour les entreprises**

Les « programmes étatiques de performance entrepreneuriale pour un projet d'un montant entre 3.000 euros HTVA et 25.000 euros HTVA »<sup>8</sup>, c'est-à-dire les SME packages<sup>9</sup>, sont modifiés de manière importante par le Projet. Pour rappel, ces packages permettaient initialement un remboursement des dépenses éligibles via l'attribution de *vouchers*<sup>10</sup>. La Chambre de Commerce salue la réduction du montant minimal du projet d'investissement à 3.000 euros (contre 6.650 euros initialement), qui va permettre à davantage de projets d'être éligibles. Elle salue également la nouvelle méthode de calcul du montant de ces aides, puisqu'il ne s'agit plus de *vouchers* d'un montant fixe, mais de l'application d'un taux de 70% des coûts admissibles pour les micros, petites et moyennes entreprises. Cela va permettre une adaptation proportionnelle du montant de l'aide en fonction des dépenses éligibles, ce que la Chambre de Commerce estime plus efficace et incitatif pour que les entreprises qui mettent en place de grands projets reçoivent également une aide plus importante. La Chambre de Commerce salue particulièrement ces nouvelles dispositions liées aux SME Packages, alors que l'offre de ces aides a parallèlement été élargie et couvre désormais les investissements ayant trait aux thématiques incontournables pour les entreprises telles que la cybersécurité, l'intelligence artificielle, la réduction de l'impact environnemental, la digitalisation, la responsabilité sociale des entreprises et la fidélisation des clients<sup>11</sup>.

### **L'incitation aux impacts environnementaux positifs nécessite un régime adapté**

La Chambre de Commerce salue la prise en compte des aspects environnementaux à travers l'adaptation des aides aux investissements divers qui prend désormais en compte les investissements à impact environnemental et climatique. Il est essentiel que les efforts effectués par les entreprises dans ces domaines soient encouragés et soutenus. Ceci est notamment un objectif de l'accord de coalition 2023-2028, qui entend « promouvoir et encourager le développement durable des PME » à travers des « adaptations en matière de soutien financier afin de renforcer la transition énergétique et écologique des PME, tout comme des méthodes d'accompagnement adéquates »<sup>12</sup>. Elle se demande cependant s'il ne serait pas préférable de prévoir un régime spécifique pour ces aides, alors que certaines définitions et limites prévues généralement par le présent Projet qui englobe plusieurs aides risquent de limiter

7 La Chambre de Commerce comprend que ceci vise tant les entreprises personnes physiques que les personnes morales mais se réfère cependant à son commentaire ci-dessous concernant l'article 2 du Projet et la nouvelle définition de l'« entreprise », qu'elle demande de préciser afin d'éviter toute interprétation qui pourrait conduire à l'exclusion des personnes physiques.

8 Article 10 paragraphe (2) point (g) du Projet

9 D'après les commentaires des articles qui précisent que les « programmes étatiques de performance entrepreneuriale » désignent les SME Packages qui sont des aides de minimis octroyées notamment sur base du Règlement (UE) 2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023.

10 6.000 euros dans le cadre du Package Service, 5.000 euros dans le cadre du Package Sustainability, 5.000 euros dans le cadre du Package Digital et 5.000 euros dans le cadre du Package Kit RSE.

11 Des nouveaux SME Packages portant notamment sur l'intelligence artificielle et la cybersécurité ont été mis en place. L'ensemble de l'offre SME Packages peut être consultée sur le site [guichet.lu](https://guichet.lu)

12 Voir p. 158 la section « Promouvoir et encourager le développement durable des PME » de l'accord de coalition 2023-2028 « Lëtzbüerg fir d'Zukunft stäerken ».

l'efficacité de ces aides pour lesquels les enjeux diffèrent. En effet, l'incitation à l'efficacité énergétique et environnementale devrait se traduire par des montants subventionnés plus élevés et une inclusion de toutes les entreprises de tous secteurs, lorsqu'il s'agit, notamment de rendre un bâtiment ou une activité plus efficace énergétiquement. Les aides liées à l'environnement devraient par exemple être explicitement accessibles à l'entreprise exploitante ou à l'entreprise propriétaire du bâtiment, alors que le Projet actuel prévoit, dans la définition des actifs corporels subventionnables, l'exclusion « *des terrains et bâtiments destinés à des fins [...] exclusivement locatives, administratives ou commerciales* ». Certaines limitations et exclusions générales du régime de l'aide à l'investissement ne sont donc pas cohérentes avec les objectifs et impératifs écologiques en particulier.

### **La transparence et la prévisibilité quant au calcul du montant et à la forme des aides accordées sont indispensables pour les entreprises**

La Chambre de Commerce souligne qu'il est essentiel que les entreprises puissent prévoir et anticiper le montant et la forme de l'aide qui leur sera accordée, d'autant plus que ces aides sont octroyées une fois la dépense d'investissement déjà réalisée et que les entreprises comptent donc sur un remboursement de leurs frais qu'elles doivent pouvoir anticiper. Les modalités de calcul et d'octroi de l'aide doivent impérativement être transparentes et prévisibles, ceci afin de prévenir toute insécurité juridique. La Chambre de Commerce note que ce n'est pas le cas de la Loi Cadre actuelle et estime donc que le Projet sous avis, qui vise à rendre ces aides plus lisibles, est l'occasion idéale pour corriger toutes les formulations imprécises comprises dans le texte initial. Partant, toutes les formulations du type « *L'intensité de l'aide n'excède pas [...]* » doivent être remplacées par « ***L'intensité de l'aide s'élève à [...]*** », afin qu'il n'existe plus de possibilité discrétionnaire de détermination du montant de l'aide et que l'entreprise requérante sache en avance de manière précise et transparente quel montant d'aide elle recevra si elle remplit les conditions d'octroi.

Pour les mêmes raisons de sécurité juridique, de prévisibilité et de transparence à l'égard des entreprises, il est nécessaire de préciser les conditions précises et les formes des aides octroyées de manière à ce que l'entreprise puisse anticiper la nature exacte de l'aide à laquelle elle peut prétendre. Les formulations générales qui prévoient que les aides « *peuvent prendre la forme d'une subvention en capital, d'une avance récupérable, d'une garantie ou d'une bonification d'intérêts* »<sup>13</sup> ou encore « *peuvent en outre prendre la forme d'un prêt* »<sup>14</sup> devraient être précisées en indiquant que les aides « *prennent la forme de...* » et en indiquant de manière claire et transparente les formes d'aides prévues et, si plusieurs formes ou des combinaisons d'aides sont possibles<sup>15</sup>, les critères et conditions qui déterminent *in fine* la forme et la structuration de l'aide qui sera octroyée par les ministres.

La Chambre de Commerce comprend que, selon la pratique actuelle, certaines aides peuvent être octroyées en combinaison avec un prêt de la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI)<sup>16</sup>, et que les montants et formes des aides sont dès lors adaptés pour permettre qu'une partie de l'aide soit affectée à une baisse du taux d'intérêt du prêt de la SNCI<sup>17</sup>. Elle comprend également que le montant de l'aide effectivement accordé pourra différer du montant préalablement indiqué par les ministres à la suite de l'instruction de la demande d'aide. En effet, la décision d'octroi de l'aide est prise en prenant en compte les devis, alors que l'octroi effectif du montant final s'effectue en

<sup>13</sup> Voir par exemple l'article 11 paragraphe (1) du Projet.

<sup>14</sup> Voir par exemple l'article 11 paragraphe (1) du Projet.

<sup>15</sup> L'article 11 paragraphe (1) du Projet prévoit que « *Les aides prévues aux articles 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 peuvent prendre la forme d'une subvention en capital, d'une avance récupérable, d'une garantie ou d'une bonification d'intérêts.*

*L'aide prévue à l'article 4 et l'aide prévue à l'article 10, paragraphe 2, point a), peuvent en outre prendre la forme d'un prêt ».*

<sup>16</sup> Ces mécanismes sont expliqués sur la page guichet.lu dédiée à l'aide à l'investissement qui précise que « *L'entreprise peut également adhérer au crédit d'équipement de la SNCI qui est proposé à un taux d'intérêt en-dessous du taux du marché. Conformément à la réglementation en matière d'aides d'État, cet avantage au niveau des intérêts est considéré comme un élément d'aide dont il faut tenir compte. Dans ce cas, l'aide demandée est divisée en une partie de subvention en capital et une partie de prêt bonifié. La somme des 2 montants est équivalente au montant de l'aide demandée* ».

<sup>17</sup> Par exemple, dans le cas d'un projet subventionnable d'un montant total de 100.000 euros, si l'entreprise requérante a également obtenu un prêt par la SNCI et dans le cas où il est prévu que l'intensité de l'accordée s'élève à 20% des coûts admissibles, l'aide sera constituée de 18.000 euros de subvention en capital pour l'entreprise et 2.000 euros de bonification d'intérêts sur le prêt accordé par la SNCI.

considération des factures fournies une fois l'investissement réalisé<sup>18</sup>. Elle préconise alors de prévoir des formulations claires permettant de clarifier ces mécanismes dans le texte du Projet.

### **Le Projet pourrait être amélioré par l'intégration d'aide relative à l'amélioration du pilotage financier de l'entreprise**

La Chambre de Commerce regrette qu'à l'occasion des modifications et adaptations des programmes de performance étatiques entrepreneuriale, autrement dit, des SME packages, dans le présent Projet, aucune aide relative à l'amélioration du pilotage financier de l'entreprise visant à la développer et à prévenir les difficultés n'ait été introduite, alors que, comme souligné dans les commentaires relatifs à l'article 5 du Projet, le conseil fiscal, financier ou juridique est strictement exclu des présentes aides. La Chambre de Commerce rappelle que l'accord de coalition 2023-2028 prévoit qu'à la suite « *de la récente réforme de la loi relative à la faillite, le Gouvernement adoptera des mesures supplémentaires pour soutenir les entreprises, rencontrant des problèmes économiques [...]*<sup>19</sup> ».

### **La modernisation du régime des aides ne doit pas aboutir à la restriction des conditions de celles-ci**

La Chambre de Commerce note en particulier que le présent Projet prévoit la modification de certaines aides pour les restreindre, ce qui est contraire aux objectifs indiqués dans l'accord de coalition 2023-2028 qui indique que « *Le Gouvernement adaptera la loi-cadre relative aux aides étatiques au bénéfice des petites et moyennes entreprises (PME) et la loi relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et la digitalisation pour répondre aux défis actuels des PME [...]* »<sup>20</sup>. Au vu du contexte économique actuel, il est évident que le soutien aux entreprises doit être maintenu, accentué, mais en aucun cas réduit. Par exemple, elle note que les investissements pour la modernisation et le remplacement des actifs incorporels ne sont plus prévus dans le cadre des aides aux investissements divers, alors qu'il s'agit d'éléments importants dans le cadre du développement des entreprises. Ceci paraît en contradiction avec l'ère actuelle de développement des diverses intelligences artificielles, licences et brevets pour l'exploitation de logiciels informatiques qui peuvent efficacement améliorer le fonctionnement des entreprises et autres actifs incorporels essentiels à la modernisation des entreprises dont le financement ne doit pas être écarté.

Ceci apparaît également en contradiction avec l'inclusion des professions libérales soumises à autorisation d'établissement comme secteurs éligibles, alors que ces professions vont principalement investir dans des actifs incorporels (outils logiciels etc.). Elle note encore que le Projet prévoit la suppression du régime des aides au financement des risques en faveur des PME, sans en expliquer la raison ni si un autre régime est prévu pour remplacer cette aide. La Chambre de Commerce insiste sur la nécessité générale de ne pas restreindre ou supprimer des régimes d'aide sans justification adéquate (sur la non-utilisation de ces aides, par exemple, si telle est la raison), alors que les mesures prises doivent accroître l'attractivité du Grand-Duché de Luxembourg comme territoire propice au développement des entreprises.

\*

<sup>18</sup> En pratique, l'entreprise soumet sa demande d'aide en joignant des devis. Les ministres vérifient par la suite les factures réelles et si les frais payés sont effectivement éligibles : si des frais ne sont finalement pas considérés comme éligibles lors de cette vérification qui intervient après la réalisation du projet d'investissement mais avant le versement de l'aide, le montant de l'aide initialement approuvé sera réduit proportionnellement aux dépenses effectivement réalisées qui ont été validées comme éligibles.

<sup>19</sup> Voir p. 157 la section « Deuxième (nouvelle) chance et prévention » de l'accord de coalition 2023-2028 « Lëtzbuerger fir d'Zukunft stäerken ».

<sup>20</sup> Voir p. 156 la section « Elaboration d'une stratégie d'investissement » de l'accord de coalition 2023-2028 « Lëtzbuerger fir d'Zukunft stäerken ».

## COMMENTAIRE DES ARTICLES

### *Concernant l'article 1<sup>er</sup> portant sur l'objet du Projet*

Le paragraphe (1) dispose qu'« *il est instauré un régime d'aide aux petites et moyennes entreprises, dénommées ci-après « PME »* » et le paragraphe (2) précise que les ministres « *peuvent octroyer une aide au profit des petites et moyennes entreprises* ». La Chambre de Commerce note cependant, et ceci est confirmé par les paragraphes (3) et (4), que les micro-entreprises et les grandes entreprises, sous certaines conditions, sont également éligibles à certaines aides. Elle recommande donc de clarifier et d'harmoniser les termes utilisés dans l'ensemble du texte du Projet qui ne fait référence qu'aux PME.

Dans un souci de meilleure compréhension du texte, elle préconise également d'inverser les paragraphes (3) et (4) afin de bien comprendre la référence aux grandes entreprises dans le paragraphe (3) actuel, qui est en fait expliquée au paragraphe (4).

Il est désormais précisé que les investissements subventionnés doivent se faire sur le territoire du Grand-Duché du Luxembourg. Outre le fait que la Chambre de Commerce se demande à titre subsidiaire si cette précision ne devrait pas plutôt figurer à l'article 3 du Projet portant sur le champ d'application, elle note par ailleurs que, selon la pratique actuelle, le subventionnement des actifs qui peuvent servir au-delà des frontières est refusé en principe<sup>21</sup>. Elle se demande donc si cet ajout a été effectué afin de légitimer cette interprétation, ce à quoi elle s'oppose. La Chambre de Commerce comprend que les investissements subventionnés doivent s'effectuer sur le territoire luxembourgeois, mais elle estime que l'*utilisation* des actifs subventionnés en dehors du territoire luxembourgeois ne devrait pas être limitée ou refusée. Elle se demande par ailleurs sur quels éléments les ministres pourraient se baser pour apprécier si l'utilisation des actifs est bien limitée au sol luxembourgeois, et souligne le risque de décisions arbitraires. La Chambre de Commerce rappelle qu'il est très réducteur et contre-productif pour nos entreprises luxembourgeoises d'exiger que tous les investissements effectués pour le développement de l'entreprise, et éligibles au titre des présentes aides, soient relatifs à des actifs strictement utilisables sur le territoire luxembourgeois. Cela ne correspond pas à la réalité des entreprises luxembourgeoises, qui doivent pouvoir avoir un rayonnement international et dont la plupart sont au moins actives au sein de la Grande-Région. La Chambre de Commerce estime que les pratiques actuelles devraient être revues, alors que l'actif doit être subventionnable dès lors qu'il sert au développement de l'activité principalement établie sur le sol luxembourgeois.

L'article précise que les entreprises éligibles doivent détenir une autorisation d'établissement et ne pas figurer sur la liste d'exclusions produite en annexe du Projet. Il s'agit ici d'intégrer le Règlement Grand-Ducal qui décrit ces conditions d'admission et contient la liste des activités exclues. Si la Chambre de Commerce comprend la volonté de rendre le régime des aides plus lisible en intégrant l'ensemble de ces conditions dans la Loi-Cadre, elle se questionne cependant sur la nécessité future éventuelle de faire évoluer la liste des activités exclues des aides. En effet, il sera alors requis de passer par une modification législative alors qu'un règlement grand-ducal permettrait plus de souplesse pour amender cette liste. Elle note également qu'il faudrait prévoir l'abrogation du Règlement Grand-Ducal.

L'article 1<sup>er</sup> paragraphe (3) prévoit également que le montant minimal brut de l'aide soit de 5.000 euros pour les moyennes et grandes entreprises. La Chambre de Commerce se demande si ce seuil minimal ne pourrait pas être pénalisant pour les moyennes entreprises pour lesquelles un montant inférieur pourrait tout de même constituer une aide substantielle. Elle se félicite cependant de constater que le montant minimum des projets admissibles dans le cadre des SME Packages a été abaissé à 3.000 euros (au lieu de 6.650 euros), ce qui permettra aux petites et moyennes entreprises de financer également leurs plus petits projets.

### *Concernant l'article 2 portant sur les définitions du Projet*

Le Projet prévoit les précisions suivantes concernant la définition des « *actifs corporels* » et plus particulièrement les « *machines et équipements* » : ils doivent être à usage exclusivement professionnel et d'une valeur unitaire supérieure ou égale à 750 euros. La Chambre de Commerce estime que cette

<sup>21</sup> Exemple du refus du subventionnement de l'achat d'un drone qui devait être utilisé dans le cadre des prestations de services de surveillance et développement des territoires offertes par l'entreprise requérante. Le subventionnement a été refusé au motif que le drone pouvait voler au-delà des frontières et donc était susceptible de constituer un actif corporel utilisé en dehors du territoire luxembourgeois.

limite peut être pénalisante pour les PME qui achètent du petit matériel à un prix unitaire bas mais en quantités importantes (par exemple : équipement bureautique ou de restauration). Elle comprend la volonté du l'auteur du Projet, comme décrite dans les commentaires des articles, de ne vouloir retenir que « *les actifs réellement activés dans le bilan de l'investisseur* »<sup>22</sup> mais suggère alors de permettre la prise en compte d'investissements sur une commande unique d'équipements dont la facture totale atteindrait au moins 750 euros.

Le Projet prévoit également une nouvelle définition de l'« *entreprise* » qui désigne désormais « *toute entité, indépendamment de sa forme juridique et de sa source de financement, exerçant une activité économique. Lorsque plusieurs personnes morales forment une entité économique uniquement du fait de l'existence de participations de contrôle de l'une des personnes morales dans l'autre ou d'autres liens fonctionnels, économiques et organiques entre elles, notamment par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs personnes physiques agissant de concert, c'est cette entité économique unique qui se qualifie d'entreprise au sens de la présente loi* ».

La Chambre de Commerce se questionne quant à la suppression du terme « *personne physique* » qui est présent dans la définition actuelle de la Loi Cadre<sup>23</sup> : est-ce que les auteurs du Projet considèrent que « l'entité » comprend également l'entreprise individuelle ? Ou s'agit-il d'une volonté délibérée de réserver les aides aux personnes morales ? La Chambre de Commerce s'oppose à la deuxième interprétation, dans la mesure où l'entreprise individuelle fait partie des formes juridiques les plus utilisées par les micro- et petites entreprises, qui doivent donc continuer à pouvoir bénéficier des aides. Cela ferait également peu de sens au vu de l'inclusion des professions libérales parmi les secteurs éligibles, qui comptent de nombreux entrepreneurs personnes physiques. La Chambre de Commerce estime qu'il est ici nécessaire de clarifier la nouvelle définition de l'entreprise pour y mentionner explicitement les personnes physiques.

La Chambre de Commerce comprend également que cette nouvelle définition vise à éviter que des entreprises formant une unité, en raison des liens et du contrôle qui les unissent, puisse percevoir les aides plusieurs fois. Elle estime toutefois que cette définition, qui semble vouloir suivre le principe des « *entreprises liées* » définies sur le plan européen est très imprécise quant à la qualification des liens permettant de déterminer les entreprises qu'il faut considérer comme une seule entité, alors qu'il n'y a ni pourcentage de détention précisé, ni définitions fournies pour expliciter les « *liens fonctionnels, économiques et organiques* » qui sont considérés, ce qui laisse une marge d'appréciation discrétionnaire aux ministres octroyant l'aide et fera naître de l'insécurité juridique. Au vu de l'objectif du présent Projet de simplifier et de clarifier le cadre des aides, il est nécessaire de ne pas créer de nouvelles définitions qui vont amener de la confusion auprès des entreprises, alors qu'il s'agit de notions déjà définies dans d'autres textes. Dans un souci de simplification administrative et pour des raisons évidentes de sécurité juridique, elle demande donc à ce que cette définition soit précisée et alignée sur les

<sup>22</sup> Voir les commentaires des articles du Projet, Ad Art. 2.

<sup>23</sup> L'entreprise est définie comme « *toute personne physique ou morale qui exerce, à titre principal ou accessoire, une activité économique* » dans l'article 2 point 9 de la Loi Cadre.

définitions issues du droit de l'Union européenne<sup>24</sup>. Elle précise que la définition actuellement contenue dans l'article 3 paragraphe (3) à (6) de la Loi Cadre est plus beaucoup précise<sup>25</sup>.

Concernant l'intégration de la nouvelle définition de l'« *exploitant d'un établissement d'hébergement* » prenant en compte les modifications apportées récemment à la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales (ci-après la « Loi sur le Droit d'Etablissement »)<sup>26</sup>, la Chambre de Commerce est d'avis qu'il serait préférable de faire une référence directe à cette loi alors que la définition du Projet n'est pas exactement la même et risque de générer de l'insécurité juridique, notamment au regard des personnes à considérer comme exploitantes d'un établissement d'hébergement au sens de la Loi sur le Droit d'Etablissement et du présent Projet :

- l'article 2, point 12bis du Projet définit l'« *exploitant d'un établissement d'hébergement* » comme « *l'activité commerciale consistant à louer des **unités de logement** à destination d'une clientèle de*

24 Notamment, l'article 3 point 3 de l'annexe I du règlement (UE) No 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité définit les «entreprises liées» comme étant des « *entreprises qui entretiennent entre elles l'une ou l'autre des relations suivantes:*

- a) *une entreprise a la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés d'une autre entreprise;*
- b) *une entreprise a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une autre entreprise;*
- c) *une entreprise a le droit d'exercer une influence dominante sur une autre entreprise en vertu d'un contrat conclu avec celle-ci ou en vertu d'une clause des statuts de celle-ci;*
- d) *une entreprise actionnaire ou associée d'une autre entreprise contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette autre entreprise, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci [...]* »

25 « [...] (3) Est considérée comme autonome toute entreprise qui n'est pas qualifiée comme entreprise partenaire ou comme entreprise liée au sens des paragraphes 4 et 5 ci-après.

- (4) Sont considérées au sens de la présente loi comme des « *entreprises partenaires* » toutes les entreprises qui ne sont pas qualifiées comme entreprises liées au sens du paragraphe 5 et entre lesquelles existe la relation suivante : une entreprise (entreprise en amont) détient, seule ou conjointement avec une ou plusieurs entreprises liées au sens du paragraphe 8, 25 pour cent ou plus du capital ou des droits de vote d'une autre entreprise (entreprise en aval).

Une entreprise peut toutefois être qualifiée d'autonome, donc n'ayant pas d'entreprises partenaires, même si le seuil de 25 pour cent est atteint ou dépassé, lorsque l'on est en présence des catégories d'investisseurs suivants, et à la condition que ceux-ci ne soient pas, à titre individuel ou conjointement, liés au sens du paragraphe 8 avec l'entreprise concernée :

- a) *sociétés publiques de participation, sociétés de capital à risque, personnes physiques ou groupes de personnes physiques ayant une activité régulière d'investissement en capital à risque qui investissent des fonds propres dans des entreprises non cotées en bourse, pourvu que le total de l'investissement de ces derniers dans une même entreprise n'excède pas 1,25 million d'euros ;*
- b) *universités ou centres de recherche à but non lucratif ;*
- c) *investisseurs institutionnels, y compris fonds de développement régional ;*
- d) *autorités locales autonomes ayant un budget annuel inférieur à 10 millions d'euros et moins de 5.000 habitants.*

- (5) Sont des « *entreprises liées* » les entreprises qui entretiennent entre elles l'une ou l'autre des relations suivantes :

- a) *une entreprise a la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés d'une autre entreprise ;*
- b) *une entreprise a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une autre entreprise ;*
- c) *une entreprise a le droit d'exercer une influence dominante sur une autre entreprise en vertu d'un contrat conclu avec celle-ci ou en vertu d'une clause des statuts de celle-ci ;*
- d) *une entreprise actionnaire ou associée d'une autre entreprise contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette autre entreprise, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci.*

Il y a présomption qu'il n'y a pas d'influence dominante, dès lors que les investisseurs énoncés au paragraphe 4, alinéa 2, ne s'immiscent pas directement ou indirectement dans la gestion de l'entreprise considérée, sans préjudice des droits qu'ils détiennent en leur qualité d'actionnaires ou d'associés.

Les entreprises qui entretiennent l'une ou l'autre des relations visées au premier alinéa à travers une ou plusieurs autres entreprises, ou avec des investisseurs visés au paragraphe 4, sont également considérées comme liées.

Les entreprises qui entretiennent l'une ou l'autre de ces relations à travers une personne physique ou un groupe de personnes physiques agissant de concert, sont également considérées comme entreprises liées pour autant que ces entreprises exercent leurs activités ou une partie de leurs activités dans le même marché en cause ou dans des marchés contigus.

Est considéré comme marché contigu le marché d'un produit ou service se situant directement en amont ou en aval du marché en cause.

- (6) Hormis les cas visés au paragraphe 4, alinéa 2, une entreprise ne peut pas être considérée comme une PME si 25 pour cent ou plus de son capital ou de ses droits de vote sont contrôlés, directement ou indirectement, par un ou plusieurs organismes publics ou collectivités publiques, à titre individuel ou conjointement.

26 Voir la loi modifiée du 2 septembre 2011 du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales sur le site de Legilux

*passage qui n'y élit pas domicile et qui y effectue un séjour caractérisé par une location à la journée, à la semaine ou au mois » ; tandis que*

- l'article 2 point 19° de la Loi sur le Droit d'Etablissement définit ce même terme comme « *l'activité commerciale qui consiste à louer **des unités d'hébergement** et qui s'étend à quatre-vingt-dix nuitées ou plus, cumulées au cours d'une année. Il est établi pour chaque unité d'hébergement un décompte des nuitées qui s'additionne avec les nuitées dans les autres unités d'hébergement offertes par le même exploitant. Ce décompte sert de base pour le calcul du seuil de quatre-vingt-dix nuitées* ». L'article 2 point 34° de la Loi sur le Droit d'Etablissement définit l'« **unité d'hébergement** » comme « *espace de logement meublé à destination d'une clientèle de passage qui n'y élit pas domicile et qui y effectue un séjour caractérisé par une location à la journée, à la semaine ou au mois* ».

Le Projet intègre également une nouvelle définition de l'« *impact environnemental et climatique* » qui correspond à l'« *augmentation de l'efficacité énergétique avec une réduction de la consommation d'énergie finale ou primaire d'au-moins 20 pour cent ; augmentation de la production d'énergie à partir de sources renouvelables ; diminution de la consommation et de la pollution d'eau ; le recyclage et le réemploi de déchets ; le tout certifié par un expert indépendant agréé ou habilité en la matière* ». Si la Chambre de Commerce salue la volonté de prendre en compte les investissements visant une efficacité énergétique et écologique ou un impact positif pour l'environnement, elle note cependant que cette définition devrait être précisée davantage.

Afin d'encourager le plus de projets à impact environnemental et climatique possible, elle estime qu'il serait préférable de mentionner généralement la « *réduction de déchets ou les mesures favorisant une économie circulaire* », plutôt que de se référer au « *recyclage et réemploi de déchets* » qui ne sont que des aspects particuliers de l'économie circulaire.

Le Projet ne précise par ailleurs pas quelles ressources renouvelables sont prises en compte ou comment est calculée et établie la réduction de 20% de la consommation d'énergie, ni comment sont généralement prouvés et mesurés, d'une part, l'augmentation de la production d'énergie à partir de ressources renouvelables, d'autre part, la diminution de la consommation et de la pollution d'eau, ou encore, le recyclage et le réemploi de déchets. L'augmentation de la production d'énergie à partir de sources renouvelables est citée, or l'article 10, paragraphe (2) point f) exclut les actifs corporels « *utilisant des combustibles fossiles y compris ceux utilisant du gaz naturel, des installations photovoltaïques et des bornes de charge* ». Dès lors, la Chambre de Commerce ne comprend pas quelles sont les sources renouvelables qui sont visées par l'aide. Elle recommande en conséquence de permettre l'inclusion des projets d'installation photovoltaïques et des bornes de charge pour les entreprises. Par soucis de sécurité juridique, il conviendrait également d'explicitier plus précisément le niveau et la mesure des progrès que l'investissement permettra, ceci afin que les entreprises puissent prévoir si la dépense effectuée sera être éligible aux aides financières prévues par le présent Projet. Il est également important que la documentation à fournir pour la demande d'aide pour prouver les effets escomptés de l'investissement soit précisée et ne constitue pas un fardeau pour les entreprises. La Chambre de Commerce note à ce sujet que, si le calcul de l'impact se fait grâce aux certificats de performance énergétique<sup>27</sup> et que la demande d'aide doit se faire avant la réalisation de l'investissement<sup>28</sup>, l'entreprise ne sera pas en mesure de fournir le certificat de performance énergétique final attestant du progrès avant la fin des travaux et l'évaluation par l'expert. Or, le niveau de performance et le progrès écologique réalisés étant des conditions d'éligibilité pour l'octroi de l'aide, ceci engendre sinon de l'insécurité juridique pour les entreprises alors que le Projet prévoit la perte du bénéfice de l'aide et sa restitution en cas d'octroi de l'aide sur base de renseignements inexacts ou incomplets, une impossibilité matérielle d'accéder de facto à l'aide<sup>29</sup>.

<sup>27</sup> Voir les commentaires du Projet Ad. Art. 2. : « *La certification de la réduction de la consommation d'énergie finale ou primaire d'au moins 20 pour cent par un expert dans le cas d'un assainissement énergétique d'un bâtiment ou de l'installation d'une pompe à chaleur dans un bâtiment se fait par une comparaison des certificats de performance énergétique du bâtiment en question reflétant la situation du bâtiment avant et après l'investissement auquel se rapporte l'aide ; l'établissement d'un certificat de performance énergétique est obligatoire dans le cas de modifications ou transformations substantielles d'un bâtiment tel que défini par la Loi modifiée du 5 août 1993 concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie et le Règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2021 concernant la performance énergétique des bâtiments* ».

<sup>28</sup> D'après l'article 15 du Projet qui précise que les aides ont un effet incitatif et doivent donc être demandées avant le début des travaux et donc de la réalisation de l'investissement.

<sup>29</sup> Voir l'article 18 du Projet.

Concernant les experts certifiés en environnement, la Chambre de Commerce préconise de mettre en place une liste publique sur le site web guichet.lu, consultable facilement par les entreprises et où tout professionnel remplissant les conditions pour certifier un impact environnemental et climatique pourrait demander à figurer. Si cette liste est la même que celle tenue par le Ministère de l'Environnement<sup>30</sup>, alors la loi devrait y faire référence explicitement. La Chambre de Commerce préconise dans tous les cas de la faire paraître sur la plateforme étatique guichet.lu, étant donné que c'est sur cette plateforme que les entreprises feront leur demande.

*Concernant l'article 4 portant sur les aides à l'investissement en faveur des PME*

Le Projet prévoit la suppression du paragraphe indiquant que « *Lorsqu'un membre de la famille du propriétaire initial, ou un salarié, rachète une petite entreprise, la condition concernant l'acquisition des actifs auprès d'un tiers non lié à l'acheteur n'est pas exigée* » sans que plus d'explications ne soient fournies dans les commentaires des articles du Projet sur l'objectif de cette suppression et alors qu'il est toujours indiqué, comme condition d'éligibilité à l'aide, que « *les actifs sont achetés à un tiers non lié à l'acheteur* ». La Chambre de Commerce comprend que la suppression de la phrase précitée entraîne alors, à la lecture de l'article final, l'exclusion totale des actifs acquis auprès de tiers liés à l'acheteur, alors qu'une exception pour les reprises familiales ou par des salariés étaient admises, ce qu'elle désapprouve.

La Chambre de Commerce estime en effet que s'il est garanti que les actifs éligibles sont achetés aux conditions du marché, ceux-ci devraient pouvoir l'être également auprès de tiers liés à l'acheteur dans le cadre du rachat d'actifs de l'entreprise familiale, ou de rachat d'actifs de l'entreprise de l'ancien employeur par un salarié, comme cela est actuellement admis.

Elle propose donc d'amender les paragraphes (3) et (4) comme suit :

« (3) Pour être considéré comme un coût admissible aux fins du présent article, un investissement consiste :

a) en un investissement dans des actifs corporels ou incorporels se rapportant à la création d'un établissement, à l'extension d'un établissement existant, à la diversification de la production d'un établissement vers de nouveaux produits supplémentaires ou à un changement fondamental de l'ensemble du processus de production d'un établissement existant ; ou

b) en l'acquisition des actifs appartenant à un établissement, lorsque les conditions suivantes sont remplies :

i. l'établissement a fermé ou aurait fermé s'il n'avait pas été racheté, et

ii. les actifs sont achetés à un tiers non lié à l'acheteur, et

iii. l'opération se déroule aux conditions du marché.

La simple acquisition des actions d'une entreprise n'est pas considérée comme un investissement.

(4) Les actifs corporels et incorporels remplissent toutes les conditions suivantes :

a) ils sont exploités exclusivement dans l'établissement bénéficiaire de l'aide ;

b) ils sont considérés comme des éléments d'actif amortissables ;

c) ils sont acquis aux conditions du marché auprès d'un tiers non lié à l'acheteur ;

d) ils figurent à l'actif de l'entreprise.

Concernant le paragraphe (4) point a), la correction suivante est à effectuer :

« a) ils sont exploités exclusivement dans l'établissement bénéficiaire de l'aide ».

*Concernant l'article 5 portant sur les aides aux services de conseil en faveur des PME*

Les conditions d'attribution de ces aides, qui peuvent atteindre 50 % des coûts admissibles pour les micro, petites et moyennes entreprises, restent inchangées pour ces dernières. La Chambre de Commerce salue la nouveauté prévue par le Projet de permettre l'éligibilité des grandes entreprises à ces aides

<sup>30</sup> Voir la liste des agréments sur le site du Ministère de l'Environnement.

aux services de conseil. Les grandes entreprises pourront ainsi, uniquement dans le cadre de programmes d'aides spécifiques élaborés avec le GIE Luxinnovation<sup>31</sup>, demander l'octroi de ces aides.

Les services éligibles ne doivent pas constituer une activité permanente ou périodique et ne doivent pas être en relation avec les dépenses de fonctionnement normales de l'entreprise. Le Projet précise que « *le conseil fiscal, financier ou juridique, ou la publicité* » ne sont pas éligibles alors que la Loi Cadre actuelle prévoit que les « *services réguliers de conseil fiscal ou juridique* » ne sont pas éligibles. La Chambre de Commerce comprend que la rédaction proposée par le Projet est plus stricte, dès lors qu'elle exclut l'éligibilité de tout conseil fiscal, financier ou juridique, ce qu'elle trouve restrictif. S'il est entendu que l'aide ne doit pas être utilisée pour payer des prestataires qui fourniraient des services relevant des besoins normaux de gestion de l'entreprise, elle estime que les dépenses liées au conseil dans ces domaines, nécessaires dans une situation particulière et en lien avec le développement de l'entreprise, devraient pouvoir être considérées. Elle préconise de laisser la rédaction antérieure qui permettait plus de flexibilité, alors que le recours à du conseil fiscal ou juridique peut s'effectuer en dehors de tout besoin de fonctionnement normal de l'entreprise, ce qui pourra être vérifié dans le cadre de la demande d'aide qui requiert d'inclure « *tout élément pertinent permettant aux ministres d'apprécier les qualités ou spécificités du projet ou programme* »<sup>32</sup>.

#### *Concernant l'article 6 portant sur les aides à la participation des PME aux foires nationales*

Le Projet précise désormais que seule la participation des PME à des foires sur le territoire du Grand-Duché du Luxembourg sont éligibles. La Chambre de Commerce renvoie à son commentaire ci-dessus concernant l'article 1 du Projet et la nécessité de ne pas limiter le subventionnement des activités qui peuvent dépasser le territoire luxembourgeois, mais concernent toujours le développement des activités d'entreprises luxembourgeoises.

#### *Concernant l'article 8 portant sur les aides en faveur des jeunes entreprises*

La Chambre de Commerce préconise de renommer ces aides en faisant référence aux « jeunes entreprises à fort potentiel de croissance », ceci afin de bien les distinguer du régime d'aide à la primo-crédation réservé aux jeunes entreprises commerciales et artisanales<sup>33</sup>.

Le Projet prévoit désormais des conditions supplémentaires visant notamment à vérifier le fonctionnement correct des entreprises requérantes<sup>34</sup> et le respect des obligations de publications légales. La Chambre de Commerce comprend la volonté d'aider les entreprises qui se conforment à leurs obligations légales et la nouvelle condition indiquant que l'entreprise requérant doit posséder « *deux bilans comptables publiés au Registre du Commerce et des Sociétés* »<sup>35</sup>. Elle comprend également la volonté de vérifier le potentiel et les besoins financiers de l'entreprise requérante en demandant désormais que l'entreprise « *affiche un fort potentiel de croissance caractérisé par une forte augmentation de ses performances en termes d'activité, de chiffre d'affaires, ou de parts de marché, basé sur un plan d'affaires détaillé sur cinq ans* »<sup>36</sup> et « *présente son besoin de financement sur une durée maximale de trois ans* »<sup>37</sup>. En revanche, elle ne comprend pas l'ajout de la condition supplémentaire d'avoir un « *chiffre d'affaires égal ou supérieur à 40 000 euros au cours du dernier exercice fiscal ou des douze*

31 Comme expliqué dans les commentaires du texte et précisé dans l'article 5 du Projet, les grandes entreprises deviennent éligibles aux aides en matière de conseil aux entreprises uniquement en ce qui concerne les différents programmes élaborés avec le GIE Luxinnovation. Ces programmes « Fit4 », dont les informations sont notamment consultables sur le site web guichet.lu, offrent uniquement un financement pour les frais de consultant, qui permettent l'élaboration d'un plan d'action pour les entreprises accompagné de livrables clairement définis. Ce plan permet aux entreprises de se diriger vers les investissements ou projets de recherche adaptés à leurs besoins, notamment dans les domaines de la digitalisation, de l'innovation, de la cybersécurité ou de la réduction de leur impact environnemental.

32 D'après l'article 15 du Projet.

33 Prévu par la loi du 5 juillet 2023 instituant un régime d'aide en faveur de la primo-crédation d'entreprise

34 Voir les commentaires des articles Ad Art. 7. qui indiquent que le Projet rajoute : « *certaines conditions d'octroi importantes pour vérifier le fonctionnement correct des entreprises requérantes et qu'elles respectent les conditions légales notamment au niveau des publications légales. Un plan d'affaires démontrant le fort potentiel de croissance de l'entreprise ainsi que les conditions relatives au chiffre d'affaires sont des critères de sélection pour subventionner les jeunes entreprises à grand potentiel avec un montant d'aide allant jusqu'à 400.000 euros* ».

35 Nouvelle condition de l'article 8, paragraphe (2), point d) du Projet.

36 Nouvelle condition de l'article 8, paragraphe (2), point e) du Projet.

37 Nouvelle condition de l'article 8, paragraphe (2), point g) du Projet.

mois »<sup>38</sup> qui risque d'exclure des entreprises qui aurait été éligibles en l'état actuel de la Loi Cadre. Elle préconise de ne pas ajouter cette condition afin de garder la flexibilité actuelle, alors que les ministres pourront apprécier, sur base des pièces versées au dossier, le potentiel de croissance de toute entreprise qui remplit les autres conditions d'éligibilité.

Le Projet prévoit également que l'aide est octroyée selon le principe de l'alignement, c'est-à-dire, selon les commentaires des articles, « *qu'en cas d'augmentation de capital de l'entreprise après l'acceptation de sa demande d'aide, les ministres peuvent aligner le montant de l'aide sur l'augmentation de capital* »<sup>39</sup>. La Chambre de Commerce salue ce principe mais estime que la rédaction actuelle du paragraphe correspondant pourrait être clarifiée et propose de la modifier ainsi :

**« L'aide sous forme de subvention est accordée selon le principe d'alignement. Si l'entreprise requérante doit faire effective une augmentation de du capital investi après la soumission de la demande d'aide mais avant l'octroi de celle-ci, et elle devra en informer immédiatement les ministres afin que ainsi le montant de l'aide est soit augmenté et aligné avec le montant du capital investi de l'entreprise, sans pour autant dépasser un montant maximal d'aide de 400 000 euros ».**

#### *Concernant l'article 10 portant sur les investissements divers*

La Chambre de Commerce comprend la volonté des auteurs d'inclure dans le présent Projet cette aide aux investissements divers, dont le régime figure actuellement dans la Loi sur le Régime de Minimis, pour une meilleure lisibilité. Elle note que le présent Projet modifie également le régime initialement prévu. La Chambre de Commerce salue l'ouverture de cette aide aux grandes entreprises. Elle estime cependant que, pour garantir une efficacité de cette aide et son adéquation avec les besoins des entreprises, le régime prévu par le présent Projet peut être amélioré. Elle réitère notamment ses commentaires ci-dessus concernant la limite d'une valeur unitaire supérieure ou égale à 750 euros pour les dépenses d'actifs corporels éligibles et le fait qu'une telle limite risque d'être préjudiciable aux entreprises qui investissent dans du petit matériel mais en grande quantité<sup>40</sup>. Elle se demande également pourquoi les actifs incorporels ne sont pas généralement inclus dans tous les investissements divers prévus par l'article 10.

Concernant le paragraphe (2) point (e) de cet article qui vise les « *actifs corporels et incorporels, exploités exclusivement dans l'établissement bénéficiaire de l'aide, définis à l'article 2, point 1. a) et point 2. liés à un premier investissement d'une entreprise nouvellement créée tel que défini dans la loi du 5 juillet 2023 instituant un régime d'aide en faveur de la primo-crédation d'entreprise* », la Chambre de Commerce précise que cette aide ne devrait pas être conditionnée à l'octroi de l'aide primo-crédation et que la définition de l'entreprise nouvelle créée pour les besoins de la présente aide devrait être redéfinie dans le présent Projet de manière moins réductrice que la définition donnée par l'aide primo-crédation qui exclue trop d'entreprises<sup>41</sup>.

Concernant le paragraphe (2) point (f) de cette aide qui vise les investissements ayant un impact environnemental et climatique, l'aide prévue est limitée à un montant maximal de 50.000 euros par

38 Nouvelle condition de l'article 8, paragraphe (2), point f) du Projet.

39 Voir les commentaires des articles Ad Art. 7.

40 Par exemple, dans le cas d'un restaurant, considérer le prix unitaire du matériel uniquement serait préjudiciable pour l'entreprise puisqu'en général, une grande quantité de matériel mais à petit prix sera acheté (chaises, tables, couverts etc.).

41 La Chambre de Commerce avait, dans son avis 6257LMA/HGU du 14 décembre 2022 portant sur le projet de loi n°8115 instituant un régime d'aide en faveur de la primo-crédation d'entreprise, déjà souligné la définition trop restrictive de l'entreprise nouvellement créée : « Elle regrette effectivement que l'« entreprise nouvellement créée » soit définie par le Projet comme « une entreprise qui détient une autorisation d'établissement pour l'exercice d'une activité nouvelle depuis 6 mois au plus et qui est constituée par une ou plusieurs personnes répondant chacune aux critères suivants : a) La personne n'a pas détenu une autorisation d'établissement en nom propre ou en qualité d'associé pour l'exercice de la même activité ou d'une autre activité au cours des 10 dernières années, ni n'a exercé, au cours de cette période et en ces qualités, des activités économiques à l'étranger [...] », alors que certaines personnes ont pu exercer une activité d'appoint, seulement accessoire (en parallèle de leur activité salariée ou de leurs études par exemple), via une autorisation en nom propre (par exemple, il est nécessaire d'obtenir une autorisation d'établissement pour donner des cours de langues ou proposer des services de garde d'animaux, même à titre accessoire) et qu'elles seront donc d'office exclues de ce dispositif si elles venaient à lancer un projet entrepreneurial d'activité indépendante de plus grande ampleur à titre principal.

La Chambre de Commerce propose de ne pas exclure de telles personnes de ce dispositif d'aide, en incluant par exemple un seuil de revenus issus de ces activités accessoires effectuées en nom propre à ne pas dépasser pour rester éligible. Le seuil à ne pas dépasser pourrait notamment être fixé à un revenu qui, réparti sur une année civile, ne dépasse pas un tiers du salaire social minimum par mois, en adéquation avec les règles appliquées par le Centre commun de la Sécurité Sociale (CCSS) en matière de calcul du seuil des revenus soumis à cotisations sociales [...] ».

projet pour des investissements dans des actifs corporels d'un montant supérieur à 25.000 euros. La Chambre de Commerce préconise un plafond à 100.000 euros pour inciter les entreprises à réaliser des investissements importants et à créer réellement un impact positif pour l'environnement. Le montant prévu de l'aide à l'investissement pour impact environnemental et climatique s'élève à 50% des coûts admissibles pour les micros et petites entreprises, 40% pour les moyennes entreprises et 30% pour les grandes entreprises, ce que la Chambre de Commerce salue.

Le paragraphe (2) indique que « *Les aides prévues au point b) [aides au remplacement des actifs corporels] sont limitées à deux demandes par année calendaire par entreprise dans la limite d'un investissement maximal de 100.000 euros par demande. La demande d'aide doit être soumise aux ministres au plus tard un an après la date de décaissement de la dépense* ». La Chambre de Commerce se demande s'il est prévu que seule ces aides au remplacement des actifs corporels puissent être demandées *a posteriori*, ce qui serait beaucoup trop réducteur par rapport à l'aide aux investissements divers actuelle prévue dans le cadre des aides *de minimis*<sup>42</sup> qui permet également la prise en compte de la modernisation des actifs corporels. La Chambre de Commerce comprend qu'il s'agit ici de remplacer<sup>43</sup> l'aide aux investissements divers dans le cadre des aides *de minimis* précitée et de l'inclure dans le présent Projet, or si telle est la volonté des auteurs du Projet, elle ne comprend pas pourquoi les conditions sont alors revues de manière à restreindre les dépenses éligibles à cette aide, ce qu'elle n'approuve pas et qui va à l'encontre du présent Projet visant à rendre les aides plus efficaces. Elle demande dans tous les cas aux auteurs du Projet de préciser si l'aide aux investissements divers actuellement prévue dans le cadre des aides *de minimis* continuera d'exister en parallèle ou sera complètement supprimée.

Concernant le paragraphe (3), comme déjà indiqué dans le présent avis, la Chambre de Commerce ne comprend pas la formulation imprécise qui risque de générer de l'insécurité juridique quant au montant des aides à percevoir par les entreprises et estime qu'il convient de remplacer la formulation « *L'intensité de l'aide n'excède pas :* » par « *L'intensité de l'aide s'élève à :* ».

Il est par ailleurs mentionné que « *Le nombre de demandes par entreprise est limité à une demande par programme de performance à l'exception des programmes de performance ayant un impact environnemental ou implémentant un outil digital où le nombre de demandes par entreprise est limité à deux demandes, sur une période de trois années calendaires* ». La Chambre de Commerce se demande à quel(s) SME Package(s) se réfère cette mention d'un « outil digital ». Est-ce que les 3 SME Packages de type informatique (Cybersécurité, IA et Digital) sont concernés ? Si c'est le cas, alors la limitation de deux demandes par période de trois ans paraît trop restrictive au vu de la complémentarité de ces SME Packages qui devraient tous les trois pouvoir être actionnés sur une même période de trois ans.

#### *Concernant l'article 11 portant sur les formes de l'aide*

La Chambre de Commerce estime de manière générale que la rédaction de cet article est imprécise et risque d'engendrer de l'insécurité juridique pour les entreprises. En effet, il est indiqué que les aides peuvent prendre des formes diverses sans donner de critères quant au choix de l'une ou l'autre forme

42 Voir les informations sur la page dédiée à l'aide aux investissements divers sur [guichet.lu](https://guichet.public.lu/fr/entreprises/financement-aides/regime-pme/aides-generales-pme/aide-investissements-divers.html) (<https://guichet.public.lu/fr/entreprises/financement-aides/regime-pme/aides-generales-pme/aide-investissements-divers.html>) qui précise que les coûts admissibles sont les coûts des investissements dans des actifs corporels, tels que la modernisation des équipements/machines et qui ne sont pas éligibles sous le régime „aide à l'investissement“ aux PME – cette aide n'est pas limitée au remplacement des actifs corporels, mais inclue donc aussi leur modernisation.

43 Voir les commentaires des articles Ad Art. 8. « *Ce nouvel article a été introduit premièrement afin d'inclure les investissements divers du régime dit de minimis dans la loi du 9 août 2018 et de garantir une meilleure lisibilité, car cet article figure actuellement encore dans la loi du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes* ».

d'aides, ou d'une combinaison des différentes formes d'aide<sup>44</sup> : comment une entreprise pourra-t-elle savoir si elle recevra une subvention en capital, une avance récupérable, une garantie, une bonification d'intérêts, un prêt ou une combinaison de différentes formes d'aide<sup>45</sup> ? Sous quelles conditions ces formes d'aides seront accordées, via quelles entités éventuelles ? Si l'objectif du présent Projet est réellement d'améliorer la lisibilité des aides pour les entreprises, il est essentiel que cet article, déjà peu précis dans la Loi Cadre actuelle, soit détaillé davantage dans le cadre du Projet. La Chambre de Commerce estime qu'il serait par ailleurs nécessaire de développer un outil digital ou d'optimiser l'espace en ligne guichet.lu afin de permettre aux entreprises de d'identifier facilement les aides auxquelles elles auraient le droit.

#### *Concernant l'article 14 portant sur les délais de versement des aides*

Par souci de clarté, la Chambre de Commerce recommande de modifier le titre de cet article de la manière suivante : « Délai de **demande du versement du montant de l'aide paiement** », alors que cet article se réfère au délai pendant lequel le calcul réel et le versement du montant de l'aide octroyée à l'entreprise peut être demandé par celle-ci, sur présentation des documents justificatifs de la réalisation du projet et attestant des coûts réels, sous peine de forclusion. En effet, au regard de l'effet incitatif de ces aides (que la Chambre de Commerce questionne par ailleurs cidessous dans ses commentaires relatifs à l'article 15 du Projet), la procédure de demande et d'octroi des aides à l'investissement s'effectue en deux étapes : une demande de l'entreprise sur base de devis concernant le projet envisagé qui fera l'objet d'un accord de principe des ministres sur les conditions requises sont remplies, puis une demande de versement du montant réel de l'aide par l'entreprise une fois le projet effectivement réalisé, qui s'effectue par l'envoi des justificatifs des coûts réels (factures effectivement payées).

Il est désormais prévu que le paiement de l'aide soit demandé de manière digitale, ce que la Chambre de Commerce salue. Elle ne comprend cependant pas pourquoi le délai pour demander l'aide, sous peine de forclusion, semble avoir été réduit puisqu'il est actuellement de 5 ans à compter du décaissement de la dépense pour laquelle l'aide est sollicitée<sup>46</sup> et que le Projet prévoit « *un délai d'un an après la date de fin du projet retenue dans la décision d'octroi* ». Elle note également que la formulation prenant en compte « *la date de fin de projet retenue dans la décision d'octroi* » risque de provoquer de l'insécurité juridique pour les entreprises, alors qu'il semble que cette date sera librement appréciée par les ministres. La Chambre de Commerce demande donc que la rédaction actuelle de cet article soit maintenue, en ce qui concerne le délai de forclusion pour demander le versement de l'aide.

#### *Concernant l'article 15 portant sur la procédure de demande des aides*

La Chambre de Commerce salue la digitalisation de la procédure de demande d'aide, qui devrait impérativement s'accompagner de la simplification administrative nécessaire (notamment dans le cadre de la mise en œuvre du principe « *once-only* » et du projet de loi n°8395 relatif à la valorisation des

<sup>44</sup> L'article 11 du Projet prévoit que : « (1) Les aides prévues aux articles 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 peuvent prendre la forme d'une subvention en capital, d'une avance récupérable, d'une garantie ou d'une bonification d'intérêts.

L'aide prévue à l'article 4 et l'aide prévue à l'article 10, paragraphe 2, point a), peuvent en outre prendre la forme d'un prêt.

(2) Lorsqu'une aide est octroyée sous une forme autre qu'une subvention ou une bonification d'intérêt, le montant de l'aide est son équivalent-subvention brut.

(3) Lorsque l'aide est octroyée sous forme d'avances récupérables qui, en l'absence de méthodes approuvées par la Commission européenne pour calculer leur équivalent-subvention brut, sont exprimées en pourcentage des coûts admissibles, et que l'aide prévoit qu'en cas d'issue favorable du projet, définie sur la base d'une hypothèse prudente et raisonnable, les avances sont remboursées à un taux d'intérêt au moins égal au taux d'actualisation applicable au moment de l'octroi de l'aide, les intensités d'aide maximales fixées au chapitre 2 pourront être majorées de 10 points de pourcentage.

(4) L'aide accordée à une entreprise sur base d'un des régimes d'aides institués par la présente loi peut combiner plusieurs formes d'aides, sans pour autant que les seuils d'intensité des aides puissent être supérieurs à ceux inscrits au chapitre 2 ci-avant ».

<sup>45</sup>

<sup>46</sup> Article 14 de la Loi Cadre actuelle : « Le paiement des aides prévues par les régimes institués par la présente loi devra être demandé, sous peine de forclusion, dans un délai de cinq années à compter du décaissement de la dépense pour laquelle l'aide est sollicitée, délai pouvant être prorogé sur demande écrite du bénéficiaire de l'aide ».

données dans un environnement de confiance<sup>47</sup>) impliquant que les entreprises n'aient pas besoin de fournir à nouveau des informations que les autorités publiques possèdent déjà.

La Chambre de Commerce estime que la digitalisation de l'ensemble des procédures devrait pouvoir permettre d'aller dans cette direction et que la liste des informations à fournir en vertu de l'article 15 du Projet devrait dès lors être adaptée afin de ne comprendre que les informations que l'administration ne possède pas déjà, c'est-à-dire les informations relatives au projet d'investissement uniquement. Les autres informations demandées sont des informations qui sont nécessairement déjà détenues par les autorités publiques ou facilement accessibles à celles-ci. La Chambre de Commerce précise notamment que :

- les données concernant l'entreprise (nom, description (objet social, code NACE), bénéficiaires effectifs, comptes annuels sont recueillies via les documents publiés dans le Luxembourg Business Registers (LBR) – Registre de Commerce et des Sociétés (RCS) et Registre des Bénéficiaires Effectifs (RBE). La Chambre de Commerce relève également, concernant les données comptables à fournir, qu'il est fait référence, au paragraphe (3) point c), aux « *comptes annuels clôturés des deux derniers exercices fiscaux de l'entreprise requérante* » alors que l'exercice social d'une entreprise ne doit pas forcément coïncider avec l'exercice fiscal. Il serait donc utile de rectifier cette formulation. La Chambre de Commerce note ici que la Loi Cadre n'indique pas ces documents à fournir et qu'en pratique, il est demandé aux entreprises de fournir les deux derniers bilans ou, si elles sont trop jeunes et ne disposent pas de ces documents, de fournir un plan d'affaires. Elle estime qu'il est impératif de garder cette approche sous peine d'exclure les entreprises de moins de deux ans d'ancienneté du bénéfice de l'ensemble de ces aides, ce qui serait contraire à l'objectif du Projet ;
- le relevé d'identité bancaire de l'entreprise a nécessairement déjà été communiqué à l'Administration des Contributions Directes et à l'Administration de l'Enregistrement, des Domaines et de la TVA dans le cadre des enregistrements et paiement des impôts et taxes dus ;
- le montant des aides de minimis est nécessairement connu des ministères, alors qu'ils sont tenus de recenser les données sur les aides versées par entreprise et qu'il est dès lors superflu de demander à l'entreprise requérante une déclaration sur l'honneur portant sur d'autres aides *de minimis* éventuellement reçues, du moins au Luxembourg – la Chambre de Commerce s'oppose particulièrement à cette pièce qui fait porter la responsabilité aux entreprises de surveiller le montant total des aides qu'elles perçoivent, alors même qu'elles n'ont actuellement toujours pas accès, dans leur espace électronique sécurisé de l'application nationale myguichet.lu, à une vue d'ensemble sur les aides qui leur ont été accordées par l'Etat Luxembourgeois<sup>48</sup>.

La Chambre de Commerce note par ailleurs qu'il est prévu que « *L'entreprise donne l'accord préalable aux ministres afin qu'ils puissent vérifier auprès de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et du Centre commun de la sécurité sociale, que l'entreprise ne s'est pas soustraite aux charges fiscales ou sociales* » (paragraphe (5)) et que « *les ministres peuvent s'entourer de toutes les informations requises en vue d'apprécier si une entreprise*

47 Voir l'avis de la Chambre de Commerce sur son site concernant le projet de loi n°8395

1) relatif à la valorisation des données dans un environnement de confiance ;

2) relatif à la mise en oeuvre du principe « once only » ;

3) relatif à la mise en application de certaines dispositions du règlement (UE) 2022/868 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2022 portant sur la gouvernance européenne des données et modifiant le règlement (UE) 2018/1724 (règlement sur la gouvernance des données) ;

4) relatif à la mise en application de certaines dispositions du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

Projet de règlement grand-ducal fixant certaines modalités d'application de la loi du [...] relative à la valorisation des données dans un environnement de confiance. (6661MEM/SBE)

48 Comme cela est pourtant prévu p. 158 dans la section « Simplification administrative pour les PME » de l'accord de coalition 2023-2028 « Lëtzbuerger fir d'Zukunft stäerken » : « *Dans l'optique d'introduire le principe du once only, la plateforme myguichet sera optimisée.*

*Le guichet unique pour entreprises sera développé de sorte à ce que les entreprises soient informées en temps réel de la progression du traitement de leur demande et qu'elles aient un aperçu complet, comme par exemple au sujet des aides approuvées et des autorisations d'établissement.*

*Le partage de documents avec différentes administrations publiques et ministères sera également facilité par le biais de la plateforme myguichet afin de garantir le principe du once only, dans le strict respect du règlement général sur la protection des données ».*

*satisfait aux exigences prévues par la présente loi et ses règlements d'exécution. Il peut notamment accéder à, y compris par un système informatique direct et automatisé, et traiter des données, personnelles ou non : [...] »* (paragraphe (7) qui liste notamment un ensemble de fichiers détenus par diverses administrations), ce dont elle se félicite puisque cela signifie que les différentes administrations peuvent se coordonner et communiquer, et que cela devrait nécessairement se traduire par une simplification pour l'entreprise requérante qui ne doit pas à avoir à fournir des informations que les ministres peuvent donc obtenir d'autres administrations dans le cadre des demandes d'aides. Elle estime également que ces informations sur les entreprises qui sont communiquées par les administrations publiques aux ministres doivent être portées à la connaissance des entreprises dans le cadre de l'application nationale myguichet.lu, qui doit donc pouvoir permettre aux entreprises de voir toutes les informations les concernant dans leur espace alors que l'article 18 du Projet prévoit que « *L'entreprise perd le bénéfice de l'aide octroyée en vertu de la présente loi si la décision d'octroi a été prise sur la base de renseignements inexacts[...]* ».

D'après le paragraphe (4) point a), l'entreprise doit fournir, dans le cadre de sa demande d'aide, « *la preuve que la demande de prêt est acceptée par l'établissement de crédit incluant le détail suivant : les coûts éligibles, le plan de financement ainsi que le montant, le taux d'intérêt, la durée et l'équivalent-subvention brut du prêt accordé* ». La Chambre de Commerce se demande si cela s'applique uniquement aux demandes pour lesquelles la SNCI est sollicitée (dans le cadre de la bonification d'intérêts, mentionnée ci-dessus dans les considérations générales). Si cela s'applique à toutes les demandes faisant l'objet d'un financement bancaire, la Chambre de Commerce estime qu'il s'agit d'une exigence très contraignante pour l'entreprise demandeuse, qui risque de retarder et de compliquer la mise en œuvre de projets.

La Chambre de Commerce se questionne enfin sur l'effet incitatif<sup>49</sup> des aides, c'est-à-dire la nécessité d'effectuer une demande écrite avant le début des travaux et sur base de devis fournis par l'entreprise. Elle estime qu'il serait efficace et conforme à la réalité des entrepreneurs de prévoir la possibilité pour les entreprises de faire des demandes *a posteriori* sur base des factures, lorsqu'elles ont effectivement réalisé des investissements qui remplissent les conditions d'éligibilité, en particulier dans le cadre des investissements ayant un impact environnemental et climatique qui doivent être encouragés.

#### *Concernant l'article 16bis portant sur les délais de traitement des demandes d'aides*

La Chambre de Commerce salue l'ajout de cet article qui indique désormais un délai maximum de 15 jours à compter de la réception de la demande d'aide pour que les ministres accusent réception, et un délai maximum de 3 mois à compter de la réception du dossier complet pour instruire la demande en précisant que l'absence de décision dans le délai imparti vaudra accord tacite pour l'octroi des aides demandées. Elle se félicite de voir que des efforts sont mis en place pour accélérer les procédures de traitement des demandes d'aides, ce qui va assurément renforcer l'attractivité du Luxembourg pour les entreprises et l'efficacité de ces aides. Elle note qu'une prorogation du délai de 3 mois pour instruire la demande d'aide est prévue en cas de « *besoin administratif* », ce qu'elle comprend et approuve dans la mesure où le Projet prévoit que l'entreprise requérante sera informée à moins que les ministres aient clairement indiqué dans l'accusé de réception que la durée de la procédure serait de six mois. Elle estime cependant que le « *besoin administratif* » devrait être justifié et défini et donc motivé avec précision, qu'il ne soit pas utilisé de manière systématique ou comme pouvoir discrétionnaire pour prolonger les délais de traitement des demandes. Elle comprend que, comme pour les demandes d'aides, toutes les communications avec l'entreprise requérante se fera également de manière digitale via la plateforme sécurisée de l'Etat et propose d'ajouter cette précision dans l'article 16 qui n'indique actuellement pas les moyens de communication utilisés par les ministres.

La Chambre de Commerce relève également qu'il est indiqué que les ministres ne peuvent accorder les aides pour un montant supérieur à 100.000 euros qu'après avoir demandé l'avis d'une commission consultative alors que la composition et le fonctionnement de cette commission ne sont aucunement

<sup>49</sup> L'article 15 du Projet prévoit notamment que « *La présente loi s'applique exclusivement aux aides ayant un effet incitatif, à l'exception des demandes d'aides faites au maximum deux fois par année dans le cadre de l'article 10, paragraphe 2, point b) pouvant induire une modification du comportement du bénéficiaire de l'aide d'une façon telle que ce dernier entreprend des activités qu'il n'exercerait pas en l'absence d'aide ou qu'il exercerait de façon plus limitée* » et qu'une « *aide est réputée avoir un effet incitatif si le bénéficiaire a présenté une demande d'aide écrite avant le début des travaux liés au projet ou à l'activité en question* ».

fixées dans le Projet et que la référence à un règlement grand-ducal visant à déterminer ces éléments est supprimée. Il convient dès lors de régulariser la base légale concernant l'existence et les attributions de cette commission.

*Concernant l'article 18 portant sur la perte du bénéfice des aides et leur restitution*

Le Projet prévoit l'ajout d'un paragraphe (6) ainsi libellé : « *L'entreprise perd le bénéfice de l'aide octroyée en vertu de la présente loi si la décision d'octroi a été prise sur la base de renseignements inexacts ou incomplets ou si l'entreprise ne se conforme pas aux engagements pris en contrepartie de l'aide, sans avoir obtenu l'accord préalable des ministres faisant suite à une demande écrite et motivée de l'entreprise* ». Si la Chambre de Commerce ne conteste pas cette disposition, dans la mesure où les entreprises doivent fournir des informations exactes et complètes, elle souligne la nécessité (évoquée notamment dans les considérations générales et dans les commentaires relatifs à l'article 15 portant sur la procédure de demande des aides du présent avis) d'appliquer le principe du *once only* et de ne pas demander aux entreprises des informations dont les autorités publiques disposent déjà, ceci permettant par ailleurs d'éviter l'obtention d'informations auprès des entreprises qui pourraient être involontairement erronées. En effet, l'application de ce principe permettra d'éviter les erreurs, alors que la plupart des informations demandées dans le cadre de la demande d'aide sont déjà détenues et vérifiées par les autorités publiques : il est dès lors superflu de les demander à nouveau, au risque de provoquer une charge administrative inutile pour les entreprises et afin d'éviter les erreurs humaines qui peuvent être commises lors de la nouvelle saisie de ces informations. Comme indiqué dans ses commentaires relatifs à l'article 15 du Projet ci-dessus, les entreprises devraient pouvoir simplement vérifier ces informations déjà saisies, qui devraient donc leur être facilement accessibles via leur espace guicher.lu.

*Concernant l'article 19 portant sur la cessation d'activité*

Cet article de la Loi Cadre n'est pas modifié par le Projet. Au vu de la digitalisation prévue par le Projet, la Chambre de Commerce suggère toutefois d'y préciser les formes de communication acceptées pour informer les ministres de la cessation d'activité. Logiquement, cette notification devrait être faite de manière électronique via la plateforme sécurisée de l'Etat myguichet.lu, qui devra permettre à l'entreprise d'archiver cette démarche afin de garantir la traçabilité et la sécurité juridique en cas de contestation.

*Concernant l'annexe portant sur les secteurs exclus de aides prévues par le Projet*

La Chambre de Commerce se félicite de constater que le Projet prévoit des modifications à la liste des secteurs exclus, qui figure actuellement dans le Règlement Grand-Ducal, de manière à exclure moins de secteurs. Elle se félicite de constater que la version amendée du Projet prévoit également l'inclusion des entreprises actives dans le secteur forestier (ce que le projet de loi initial excluait), qui pourront bénéficier des aides dans le cadre des équipements et machines dont elles ont besoin. Elle note notamment qu'il est prévu que les secteurs suivants actuellement exclus deviennent éligibles :

- les surfaces commerciales dont la superficie est supérieure à 400 mètres carrés ;
- les magasins spécialisés ayant une surface de vente supérieure à 400 mètres carrés ;
- les implantations dans les centres commerciaux ;
- les magasins de liquidation après faillite ;
- les salles d'exposition pour véhicules à moteur (showroom de voitures) ;
- la restauration d'appoint ;
- les salons de piercing et les salons de tatouage ;
- les magasins vendant du matériel pornographique ;
- les établissements de spectacle érotique ;
- les entreprises de transport ;
- les architectes, les ingénieurs, les entreprises comptables, les experts comptables et de conseil, les fiduciaires.

La Chambre de Commerce note qu'il n'existe pas, dans la Loi sur le Droit d'Etablissement, de définition des « *fiduciaires* » et elle estime qu'il est suffisant de simplement mentionner les professions de comptable et d'expert-comptable – étant entendu que les fiduciaires sont des entreprises effectuant ces activités.

La Chambre de Commerce note que désormais, il ne semble plus y avoir de profession libérale soumise à autorisation d'établissement qui reste exclue des présentes aides, ce qu'elle salue. En effet, toutes les activités libérales listées expressément dans la Loi sur le Droit d'Etablissement<sup>50</sup> sont comprises dans les catégories des architectes, ingénieurs, entreprises comptables, experts comptables et de conseil. Elle propose donc de supprimer la mention des professions libérales parmi les secteurs exclus, cette exclusion étant finalement vidée de sa substance. Cela permettrait également de lever tout doute quant à l'éligibilité de certaines professions libérales spécifiques (par exemple l'urbaniste / aménageur, le géomètre ou l'ingénieur-conseil) qui font en principe partie des activités d'architecture et d'ingénierie, mais ne sont pas explicitement citées.

Concernant les activités qui restent exclues et dans le souci d'assurer une sécurité juridique et un cadre prévisible pour les entreprises, elle estime qu'il serait nécessaire de précisément définir chacune de ces activités ou de faire référence à la loi correspondante si une définition existe déjà, ceci afin que les entreprises puissent déterminer avec certitude si leurs activités sont éligibles ou non aux aides. De manière générale, la Chambre de Commerce s'interroge sur les raisons de la présence d'une liste d'activités exclues, alors que le champ d'application, les critères d'éligibilité ainsi que les autres conditions prévues dans le Projet devraient en principe suffire à déterminer les entreprises pouvant ou non bénéficier des aides. Elle estime que toute entreprise luxembourgeoise de tout secteur devrait pouvoir bénéficier des présentes aides qui visent à « *encourager les efforts d'investissements sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg* »<sup>51</sup> qui répondent aux objectifs et critères déterminés dans le Projet.

Elle note enfin que « *les entreprises dont l'activité est régie par une concession étatique* » ne devrait pas figurer sous « *Sont exclues des aides prévues par la présente loi* » alors qu'elles figurent également sous « *Sont exclues des aides prévues par la présente loi à l'exception de l'aide prévue à l'article 9 sous condition d'être accrédité par le ministère de tutelle respectif* ».

\*

Après consultation de ses ressortissants, la Chambre de Commerce est en mesure d'approuver le présent Projet sous réserve de la prise en compte de ses observations.

---

<sup>50</sup> Les professions libérales soumises à autorisation d'établissement et listées comme telles dans la Loi sur le Droit d'Etablissement sont les suivantes (voir l'article 1 de la Loi sur le Droit d'Etablissement) : l'architecte, l'architecte d'intérieur, l'architecte-paysagiste, le comptable, le conseil en propriété industrielle, l'expert-comptable, le géomètre, l'ingénieur-conseil du secteur de la construction, l'urbaniste/aménageur.

<sup>51</sup> Comme l'article 1 du Projet le mentionne.



